Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le peuple-travailleur doit croire en son pouvoir !

La rentrée de septembre a été marquée par la nomination du politicien LR Michel Barnier au poste de 1er ministre, intervenue près de deux mois après les résultats des élections législatives qui avaient vu le « Nouveau Front Populaire » (NFP) arriver en première position sans avoir la majorité absolue.

Des jeux… et une crise politique !

Macron a alors choisi de jouer la montre en procédant à ce qui s'apparentait déjà à un coup de force, en maintenant en place le gouvernement « démissionnaire » d'Attal pour continuer à gérer les affaires des monopoles pendant cette période estivale marquée par les jeux olympiques et paralympiques. Ces jeux ont, dans une certaine mesure, permis de détourner l'attention de cette crise politique avec des mobilisations très faibles, voire inexistantes, et le pouvoir médiatique complètement acquis à la cause de la rhétorique chauvine et à la glorification des succès sportifs et sécuritaires.

Dans cette période estivale, le NFP s'est engouffré dans des marchandages entre les structures le composant qui ont joué en faveur de Macron et de la droite. Macron a essayé de diviser le NFP et de récupérer certains éléments proches du macronisme, notamment du PS, mais l'alliance électorale de gauche a fini par proposer la candidature de Lucie Castets. Cette candidature a été rejetée par le président malgré les garanties de LFI de ne pas proposer de ministres issus de ses rangs, après une campagne de diabolisation médiatique contre cette force pourtant opportuniste social-démocrate, y compris par certains membres du NFP.

L'ultraréaction aux ordres du capital !

En effet, le programme de la social-démocratie proposé par le NFP, même s'il ne propose qu'un aménagement du capitalisme, ne convient pas au grand capital dans le contexte actuel de la crise politique et économique, qui se caractérise par l'hystérie sécuritaire et l'austérité dans le pays et par les ambitions impérialistes de l'État français de plus en plus concurrencé sur la scène internationale.
Dans ces conditions, Macron a fini par faire appel à Michel Barnier issu des rangs de LR, alors que ce parti de droite ne représente que 8% de l'Assemblée nationale. Cette nomination a plus que jamais démontré le caractère illusoire de la démocratie bourgeoise et de ses élections, ainsi que le renforcement de l'autoritarisme de l'État au service des monopoles.
Le grand capital ne veut plus perdre de temps à se soumettre complètement un gouvernement social-démocrate pour mener sa politique d'austérité, car un gouvernement, quel que soit son degré de positionnement à gauche, finit toujours par mener la politique du capital sous le capitalisme.

[… / …]

web
PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France
pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18
Union de la Jeunesse Communiste

La nomination du gouvernement Barnier donne un certain nombre de garanties au RN, ce qui lui permet de ne pas être censuré.
Ce gouvernement montre aussi le caractère illusoire du fameux « front républicain » anti-RN, grâce auquel Macron a pu être élu deux fois et s'est maintenu au pouvoir pour mener la politique des monopoles.

Austérité et répression : la continuité !

Cet axe inespéré Macron-LR-RN, déjà expérimenté sur des votes à l'Assemblée nationale depuis 2022, s'inscrit dans la continuité de l'ultraréaction au service des monopoles. Le gouvernement de « compromis » comprend 10 ministres LR, 4 divers droite, 2 Horizons, 12 Renaissance/Ensemble, 3 Modem (17 macronistes de fait) et 2 UDI et un « divers gauche ». L'exmajorité macroniste reste donc majoritaire.

On connaît la pratique du double langage, chez les macronistes, destinée à duper notamment les couches moyennes, prétendument préservées sur le plan fiscal : s'agissant du budget 2025, Barnier a pleinement recours à cette pratique, d'une part pour ne rien lâcher ni sur la politique austéritaire contre les services publics ni sur la retraite à 64 ans, et d'autre part pour faire croire qu'il n'augmentera les impôts que des plus riches.

Or nul doute que cette habile stratégie permet à Macron de continuer sa politique économique et sécuritaire déjà marquée bien à droite depuis longtemps et allant dans le sens de la fascisation croissante de l'appareil de l'État, toujours plus pour la défense des intérêts du grand capital et le renforcement de la répression contre le prolétariat.

Seule solution : s'organiser dans un front de lutte contre le capitalisme !

Ce dernier n'est pas assez organisé, il n'a pas de grande force politique le représentant, il est divisé par la haine propagée par les nationalistes ou influencé en partie par les illusions diffusées par la « gauche ».

Dans ces conditions, avec notre Parti, la nécessité du développement d'un parti communiste capable de représenter et d'organiser le prolétariat reste à l'ordre du jour en tant qu'objectif politique principal.

Cela passe par le développement et le renforcement des liens avec le prolétariat sur les lieux de travail et de vie en posant des objectifs politiques clairs allant dans le sens du socialisme-communisme.

L'émergence de comités sur la base de nos revendications est décisive. Ces comités de base, locaux et d'usine, doivent travailler au développement des luttes : grève, occupations d'usine, actions « coups de poing », grève générale. En cas de crise révolutionnaire, ils pourront constituer des organes de double pouvoir puis des comités de prise du pouvoir organisant la grève générale politique et le soulèvement populaire pour la révolution.

Dans ces comités pris ensemble, constituant un véritable front de lutte, d'action sociale, nous devons relier la lutte quotidienne contre les conséquences du capitalisme à la lutte générale contre le capitalisme.

Le peuple-travailleur doit croire en son propre pouvoir !

Le PCRF

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.